

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
*(Conseil - Audit - Expertise)*

---

*12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**AGENCE NATIONALE POUR LA RELANCE  
DES ACTIVITES EN CASAMANCE  
(ANRAC)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2011**

**RAPPORT FINAL**

**(AVRIL 2013)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence Nationale pour la Relance des Activités en Casamance (ANRAC) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010-1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence Nationale pour la Relance des Activités en Casamance (ANRAC) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## **1. Réserves**

- a) les opérations d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution des DRP ont été effectuées par une Commission Interne différente de la Commission des Marchés régulièrement instituée. La Commission Interne n'étant pas habilitée à effectuer ces opérations, les DRP sont en principe frappées de nullité.
- b) l'examen des documents de réception de la commande relative à la DRP portant acquisition de quatre vingt tonnes de riz auprès de CASA DOUNIA pour un montant de 28 800 000 F CFA a permis de noter que le bordereau de livraison est signé par une seule personne dont la fonction n'est pas précisée et ne porte pas de cachet de l'ANRAC. Au regard de l'importance de la livraison, la Commission de Réception aurait été plus indiquée pour réceptionner cette acquisition ; il s'ensuit une incertitude sur l'effectivité de cette opération de réception en un lieu unique et par une seule personne de 80 tonnes de riz. Ce constat vaut également pour un achat de cinquante tonnes de ciment auprès du même fournisseur pour 5 280 000 F CFA réceptionnés par la même personne en lieu et place d'une commission de réception dûment habilitée.
- c) l'examen du procès verbal d'ouverture des plis et d'évaluation des offres relatives à la DRP portant acquisition de consommables informatiques attribuée à FERMON LABO pour 14 712 535 F CFA, a permis de noter que les offres des deux autres soumissionnaires ont été déclarées non conformes et rejetées du fait de l'absence d'un article (l'antivirus Kapersky) sur les vingt demandés. Cette omission n'étant pas de nature à altérer la consistance de ces deux offres, ces dernières peuvent être considérées conformes pour l'essentiel et le prix le plus élevé offert pour l'article en question par le candidat dont l'offre est conforme aurait dû être ajouté au prix de ces offres et les prix totaux ainsi évalués auraient dû être utilisés aux fins d'évaluation et de comparaison des offres. L'analyse des pièces relatives à cette DRP a permis de relever de nombreuses incohérences dans les dates d'établissement des différents documents de passation de ce marché illustrant les maladresses commises dans une tentative de régularisation d'une opération passée, au regard des éléments disponibles, hors procédure concurrentielle. Le Bon de Commande date du 10 mai 2011 (une inscription manuelle au crayon y est rajoutée pour le dater du 24 août 2011), le Procès Verbal de Réception N°05/2011 date du 26 août 2011, la facture et le bordereau de livraison établis par le fournisseur sont datés du 5 mai 2011 et portent le cachet du courrier arrivé le 21 juillet 2011 sous le numéro 0966. Dans une tentative de régularisation contraire aux dispositions de l'article 44 du COA, ces deux documents (facture et bordereau de livraison) ont été à nouveau datés du 26 août 2011 en oubliant d'enlever le numéro d'enregistrement du courrier qui y avait déjà été apposé le 21 juillet 2011 ; ainsi, une facture et un BL du mois d'août auraient été reçues en juillet.

- d) l'examen de la lettre d'invitation à soumissionner pour la DRP portant entretien et réparation du matériel roulant attribué au GARAGE IBRA SECK pour 15 000 000 F CFA TTC a permis de noter que le besoin n'est pas clairement défini. La DRP ne donne aucune indication sur la taille et la composition du parc automobile, sur la périodicité et la nature des différentes prestations à obtenir dans le cadre de l'entretien courant, la nature des pièces à remplacer éventuellement dans le cadre des réparations. En somme, la DRP ne comporte aucune spécification technique précise pouvant permettre de faire une cotation des prestations. Ce faisant, la seule offre classée dans le dossier de passation n'est pas chiffrée, le soumissionnaire se limitant à présenter sommairement les trois départements de son garage. Ainsi, contrairement à ce qui est consigné dans le procès verbal d'ouverture et d'évaluation des offres, le montant retenu au titre de la soumission du candidat (15 000 000 F CFA TTC) n'est pas conforme au contenu de son offre. La Commission Interne a discrétionnairement fixé ce montant à 15 000 000 F CFA qui atteint le seuil de passation des marchés par appel d'offres rendant le mode de passation inapproprié. Ce marché a été exécuté comme un marché à commandes ; sous ce rapport il faut noter que non seulement la DCMP n'a pas été saisie préalablement au lancement de cette procédure de passation d'un marché fractionné, en violation des dispositions de l'article 26 du CMP, mais nous avons noté qu'à l'exécution, certains prix unitaires ont subi des variations alors que dans ce marché à commandes lesdits prix unitaires sont réputés fixes.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux**

- a) les dossiers qui nous ont été transmis ne comprennent pas les offres des soumissionnaires ; ce faisant, nous n'avons pas pu mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre d'apprécier la conformité des offres aux spécifications des lettres d'invitation à soumissionner, ni la cohérence du contenu des procès verbaux avec les informations consignées dans les offres des soumissionnaires.
- b) les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas classées dans les dossiers qui nous ont été remis. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.
- c) plusieurs contrats n'ont pas été enregistrés par leurs titulaires, l'ANRAC n'exigeant pas l'accomplissement de cette formalité préalablement à la mise en règlement des factures.

- d) les justificatifs du reversement à bonne date de la TVA précomptée sur les factures fournisseurs ne sont pas classés dans les dossiers de passation. Ces manquements dans le classement et l'archivage des documents de passation de marché résultent de la non mise en œuvre des instructions de l'ARMP en la matière.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	7
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	9
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	16
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	18
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	20
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	23
2.1 Contexte de l'intervention	24
2.2 Objectifs de la mission	25
2.2.1 Objectifs généraux	25
2.2.2 Objectifs spécifiques	25
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	26
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	29
3 Approche méthodologique mise en œuvre	30
3.1 Revue approfondie des textes de référence	31
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	32
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	33
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	34
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	35
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	36
4 Résultats des travaux	38
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	39
4.1.1 Commission des Marchés	39
4.1.2 Cellule de Passation des Marchés	36
4.1.3 Charte de Transparence et d'Ethique en Matière de Passation des Marchés	39
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	40
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	40
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	40
4.1.5 Rappel des seuils applicables à l'ANRAC	40
4.2 Examen des marchés	41
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	41
4.2.2 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	42

### **Liste des abréviations et sigles**

ANRAC	Agence Nationale pour la Relance des Activités en Casamance
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**



## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

## **1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **DRP N° 269/PM/ANRAC/DG/DAF/HD/JB du 14/06/2011 ACQUISITION DE DECORTIQUEUSES ET DE MOULINS A CEREALES**

Les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution ont été effectuées par une Commission Interne différente de la Commission des Marchés régulièrement instituée. La Commission Interne n'étant pas habilitée à effectuer ces opérations, la DRP est en principe frappée de nullité.

Les offres des candidats n'ont pas été annexées à la liasse comptable pour nous permettre de les examiner et d'apprécier leur conformité aux caractéristiques de la consultation notamment le respect de l'exigence d'assurer la formation des utilisateurs et de disposer d'un service après vente.

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures. En fait, deux contrats ont été signés pour la même prestation : un premier en date du 14 juillet 2011 et un second en date du 18 août 2011.

Le bordereau de livraison date du 27 septembre alors que le procès verbal de réception qui doit être postérieur est daté du 26 septembre soit un jour avant la livraison.

Aucune attestation n'a été faite pour certifier la réalisation effective des activités de formation des utilisateurs.

. Par ailleurs, le délai de garantie du matériel requis dans la DRP n'est consigné dans aucun des documents contractuels au détriment des intérêts de l'ANRAC.

Le justificatif du reversement du précompte de TVA n'est pas classé dans le dossier de marché qui nous a été remis.

L'examen du contrat du 18 août 2011 a permis de noter que la formulation de son article 4 portant sur la défaillance n'est pas conforme au CMP puisqu'il y est indiqué qu' « en cas de défaillance du fournisseur, la partie contractante peut s'adresser à d'autres candidats aux risques et périls du fournisseur ». Il faut rappeler qu'en cas de défaillance du titulaire, une mise en demeure doit lui être servie préalablement à la résiliation et qu'à défaut du respect des règles de forme et de fond, les surcoûts de la passation d'un marché de substitution ne pourront pas être imputés au titulaire défaillant.

#### **DRP N° F/ANRAC/004 MOBILIER DE BUREAU**

La liste des spécifications annexée à la lettre d'invitation à soumissionner n'est pas classée dans le dossier de marché.

Les offres des soumissionnaires non plus, n'ont pas été annexées à la liasse comptable pour nous permettre de les examiner et d'apprécier leur conformité aux caractéristiques de la consultation.

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne figurent pas dans le dossier de passation. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Le contrat n'est pas enregistré au niveau de la DGID et ne prévoit pas de clause relative aux pénalités de retard en violation des articles 13.7 et 133 du CMP.

Le justificatif de reversement de la TVA n'a pas été versé au dossier.

#### **DRP N° 286/PM/ANRAC/DG/DAF/HD/JB du 23/06/2011 ENTRETIEN ET REPARATION DU MATERIEL FROID**

L'offre du second candidat n'est pas annexée à la liasse comptable pour nous permettre de l'examiner et d'apprécier sa conformité aux caractéristiques de la demande.

L'attestation de service fait n'est pas versée dans le dossier pour nous permettre de vérifier si le service a été effectué.

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne figurent pas dans le dossier de passation. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

#### **DRP N°04/2011 N° 233 DU 16 MAI 2011 PUBLI REPORTAGE SUR LES REALISATIONS DE L'ANRAC**

La lettre d'invitation à soumissionner ne donne aucune indication sur la nature des prestations envisagées (supports de communication, nombre de parutions)

Le délai entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis (33 jours) est anormalement long en violation de l'article 67-1 du CMP.

Les offres des candidats ne sont pas versées dans le dossier

Le PV de réception a été émis alors qu'aucun bon à tirer n'a été signé par l'autorité contractante pour attester de la conformité des prestations proposées par l'attributaire avec des prescriptions qui auraient dû être détaillées dans la lettre d'invitation à soumissionner ou dans un cahier des charges y annexé. L'imprécision dans la définition des besoins (pas de cahier des charges annexé à la lettre d'invitation) constitue une entorse à l'application des dispositions de l'article 7 du CMP. Le procès verbal de réception indique que « les prestations ont été effectuées et sont conformes aux clauses et conditions de la réglementation en vigueur ». Cette attestation n'a pas de sens dès lors que les prestations en question (élaboration de supports de communication) ne sont pas encadrées par une quelconque réglementation.

Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus ne sont pas jointes au dossier en violation de la circulaire N° 004 du PM. Les membres de la commission n'ont pas signé le PV d'attribution.

#### **DRP N° 167/PM/ANRAC/DG/DAF/MHN ACHATS DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES**

Les offres des candidats n'ont pas été mises à notre disposition.

L'examen du procès verbal d'ouverture des plis qui fait également office de procès verbal d'évaluation a permis de noter que les offres des deux

autres soumissionnaires ont été déclarées non conformes et rejetées du fait de l'absence d'un article (l'antivirus Kapersky) sur les vingt demandés. Cette omission n'étant pas de nature à altérer la consistance de ces deux offres, ces dernières peuvent être considérées conformes pour l'essentiel et le prix le plus élevé offert pour l'article en question par le candidat dont l'offre est conforme aurait dû être ajouté au prix de ces offres et les prix totaux ainsi évalués seront utilisés aux fins d'évaluation et de comparaison des offres.

Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus ne sont pas jointes au dossier en violation de la circulaire N° 004 du PM.

Le point 4 du contrat relatif à la possibilité offerte à l'autorité contractante de s'adresser à d'autres candidats aux risques et périls du titulaire du marché en cas de défaillance, n'est pas conforme dans la mesure où, en cas de défaillance, le titulaire du marché devra d'abord être mis en demeure. C'est au cas où l'attributaire ne satisfait pas à ses obligations dans le délai qui lui est indiqué dans la mise en demeure que la résiliation peut être prononcée. .

Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement. Il a été établi le 22 août 2011 alors que le bon de commande a été fait le 10 mai 2011.

De nombreuses incohérences ont été notées dans les dates d'établissement des différents documents de passation de ce marché illustrant les maladroites commises dans une tentative de régularisation d'une opération passée, au regard des éléments disponibles, hors procédure concurrentielle. Le Bon de Commande date du 10 mai 2011 (une inscription manuelle au crayon y est rajoutée pour le dater du 24 août 2011), le Procès Verbal de Réception N°05/2011 date du 26 août 2011, la facture et le bordereau de livraison établis par le fournisseur sont datés du 5 mai 2011, portent le cachet du courrier Arrivé le 21 juillet 2011 sous le numéro 0966.

Dans une tentative de régularisation contraire aux dispositions de l'article 44 du COA, ces deux documents ont été à nouveau datés du 26 août 2011 en oubliant d'enlever le numéro d'enregistrement du courrier qui y avait déjà été apposé le 21 juillet 2011. Ainsi, une facture du mois d'août est reçue en juillet.

#### **DRP N° 284/PM/ANRAC/DG/BMB/JB ENTRETIEN ET REPARATION DU MATERIEL ROULANT**

L'examen de la lettre d'invitation à soumissionner a permis de noter que le besoin n'est pas clairement défini. La DRP ne donne aucune indication sur la taille et la composition du parc automobile, sur la périodicité et la nature des différentes prestations à obtenir dans le cadre de

l'entretien courant, la nature des pièces à remplacer éventuellement dans le cadre des réparations. En somme, la DRP ne donne aucune spécification technique pouvant permettre de faire une cotation des prestations.

Ce faisant, la seule offre annexée n'est pas chiffrée et le soumissionnaire s'est limité à présenter sommairement les trois départements de son garage. Contrairement à ce qui est indiqué dans le procès verbal d'ouverture et d'évaluation des offres, le montant retenu au titre de l'offre du soumissionnaire (15 000 000 F CFA TTC) n'est pas conforme au contenu de son offre. La Commission Interne a discrétionnairement fixé ce montant qui a atteint le seuil de passation des marchés par appel d'offres. Ce marché a été exécuté comme un marché à commandes ; sous ce rapport il faut noter que non seulement la DCMP n'a pas été saisie préalablement au lancement de cette procédure de passation d'un marché fractionné (article 26 du CMP), mais à l'exécution certains prix unitaires ont subi des variations alors que dans ce marché à commandes lesdits prix unitaires sont fixes.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

Les opérations de passation des marchés doivent être effectuées par une Commission des Marchés régulièrement instituée en conformité avec les dispositions du CMP.

Les offres de tous les soumissionnaires doivent être archivées conformément aux instructions de l'ARMP en la matière et mises à la disposition des auditeurs pour les besoins de la revue annuelle des marchés.

Il convient de se conformer aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Veiller à la cohérence de la date d'établissement du PV de réception.

Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 372 du Code Général des Impôts.

Le justificatif du reversement du précompte de TVA doit être classé dans les pièces de marché.

Il faut veiller à une formulation claire et conforme au CMP des clauses des contrats. Dans le cas particulier de la défaillance d'un titulaire de marché, une mise en demeure doit lui être servie préalablement à la résiliation et qu'à défaut du respect des règles de forme et de fond, les surcoûts de la passation d'un marché de substitution ne pourront pas être imputés au titulaire défaillant.

## **1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**



<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Certains justificatifs de reversement de la TVA précomptée ne sont pas classés dans la liasse comptable.
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Classer les justificatifs du reversement de la TVA.

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
<b>DRP N° 269/PM/ANRAC/DG/DAF/HD/JB du 14/06/2011 ACQUISITION DE DECORTIQUEUSES ET DE MOULINS A CEREALES</b>
Le délai de garantie du matériel requis dans la DRP n'est consigné dans aucun des documents contractuels au détriment de l'ANRAC.
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
Convoquer la commission de réception.

## **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

# **TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Description	DRP N° 269/PM/ANRAC/D G/DAF/HD/JB	DRP N° 286/PM/ANRAC/D G/DAF/HD/JB	DRP N° F/ANRAC/004	DRP N° 283/PM/ANRAC/D G/BMB/JB
Nature	Acquisition de décortiqueuses et de moulins à céréales	Entretien et réparation du matériel froid	Acquisition de mobilier de bureau	Fourniture de cinquante (50) tonnes de ciment
Attributaires	NEGODIS	Ets Alioune SARR	DECO-MEUBLES	CASA DOUNYA
Montants en F CFA TTC	6 000 000	563 745	10 513 800	5 280 500
Terme « dépouillement » non conforme				√
Manque de précision sur la nature et les spécifications des fournitures ou personnel requis			√	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√	√	√	√
Attestation de service fait non transmise		√		
Circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	√	√	√	
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation			√	
Violation de l'article 67-1 du CMP sur l'ouverture des plis à l'expiration des dates et heures limites de dépôt des offres				√
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus				√
Violation de l'article 133 du CMP sur les pénalités de retard			√	√

<b>Description</b>	<b>DRP N° 167/PM/ANRAC/DG/DAF/ MHN</b>	<b>DRP N°03/2011/N° 282/PM/ANRAC/DG/BM B/JB</b>	<b>DRP N° 04/2011/N° 233</b>
<b>Nature</b>	Acquisition de consommables informatiques	Fourniture et livraison à Ziguinchor de quatre vingt (80) tonnes de riz brisé	Publi reportage sur les réalisations de l'ANCAR
<b>Attributaires</b>	FERMON LABO	Mamadou Aliou DIALLO CASA DOUNIA	L'AUORE DU SUD
<b>Montants en F CFA TTC</b>	14 712 530	28 800 000	2 500 000F CFA HT
Terme « dépouillement » non conforme	√		
Manque de précision sur la nature et les spécifications des fournitures ou du personnel requis		√	√
Procès verbal d'attribution non signé par la Commission des Marchés			√
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√	√	√
Délai anormalement long entre le dépôt des offres et l'ouverture des plis	√		
Circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	√	√	√
Violation de l'article 6 sur l'inscription des marchés sur l'AGPM	√		
Violation de l'article 7 du CMP sur les spécifications techniques			√
Violation de l'article 36 du CMP sur les commissions des marchés	√		
Violation de l'article 67-1 du CMP sur l'ouverture des plis à l'expiration des dates et heures limites de dépôt des offres		√	√

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.



## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et

5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

### **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

#### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 90-07 du 20 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2008-72 du 8 février 2008 modifiant le décret n° 2004-822 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence Nationale pour la Relance des Activités économiques et sociales en Casamance (ANRAC) ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 2004-822 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence nationale pour la Relance des Activités économiques et sociales en Casamance (ANRAC).
-

- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Agence Nationale pour la Relance des Activités en Casamance pour apprécier la capacité des structures et des systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :



- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection

des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le

contrat ? Le contrôle des prix de revient est-il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),

- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,

- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),

- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## 4. RESULTATS DES TRAVAUX

### 4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

#### 4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de l'ANRAC, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Une liste des membres de la Commission des Marchés, extraite du SYGMAP (Système de Gestion des Marchés Publics), nous a été transmise en lieu et place de l'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés pris par la Direction Générale de l'ANRAC. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le respect des délais réglementaires pour la nomination des membres de la Commission des Marchés et la transmission de la décision y relative à la DCMP et à l'ARMP.

Nous avons noté que la Commission des Marchés n'a pas respecté ses obligations d'information des soumissionnaires notamment l'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures de demande de renseignements et de prix.

#### 4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

Seul un extrait du SYGMAP (Système de Gestion des Marchés Publics) qui donne la liste des membres de la Cellule de Passation des Marchés nous a été transmis en lieu et place de l'acte ou de la décision de nomination de ces derniers.

#### 4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été signées pour la plupart le 28 Avril 2011. Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de l'ANRAC de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

##### **4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 09 Avril 2011. L'Autorité Contractante ne s'est pas acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### **4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'ANRAC**

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'ANRAC sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'ANRAC EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil contrôle DCMP DAC	Seuil de contrôle DCMP Rapport d'évaluation	Seuil contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	30	400	200	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	$\geq 35$



## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2010		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres restreints (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	10	95 624 854	10	95 624 854	100%	100%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>95 624 854</b>	<b>7</b>	<b>68 820 580</b>	<b>70%</b>	<b>72%</b>

#### **4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**

##### **Observations générales sur les DRP passées par l'ANRAC**

Les opérations d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution des DRP ont été effectuées par une Commission Interne différente de la Commission des Marchés régulièrement instituée. La Commission Interne n'étant pas habilitée à effectuer ces opérations, les DRP sont en principe frappées de nullité.

Les dossiers qui nous ont été transmis ne comprennent pas les offres des soumissionnaires ; ce faisant, nous n'avons pas pu mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre d'apprécier la conformité des offres aux spécifications des lettres d'invitation à soumissionner, ni la cohérence du contenu des procès verbaux avec les informations consignées dans les offres des soumissionnaires.

Les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas classées dans les dossiers qui nous ont été remis. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

Plusieurs contrats n'ont pas été enregistrés par leurs titulaires, l'ANRAC n'exigeant pas l'accomplissement de cette formalité préalablement à la mise en règlement des factures.

Les justificatifs du reversement à bonne date de la TVA précomptée sur les factures fournisseurs ne sont pas classés dans les dossiers de passation. Ces manquements dans le classement et l'archivage des documents de passation de marché résultent de la non mise en œuvre des instructions de l'ARMP en la matière.

<b>DRP N° 269/PM/ANRAC/DG/DAF/HD/JB du 14/06/2011</b> <b>ACQUISITION DE DECORTIQUEUSES ET DE MOULINS A CEREALES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Néant
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	22 juin 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	29 juin 2011
<b>Fournisseurs consultés</b>	NEGODIS, TSE, AFCO, FORGE SYSTEMES SARL, SISMAR
<b>Nombre d'offres reçues</b>	04 offres
<b>Attributaire</b>	NEGODIS
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>6 000 000F CFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution ont été effectuées par une Commission Interne différente de la Commission des Marchés régulièrement instituée. La Commission Interne n'étant pas habilitée à effectuer ces opérations, la DRP est en principe frappée de nullité ;</p> <p>Les offres des candidats n'ont pas été annexées à la liasse comptable pour nous permettre de les examiner et d'apprécier leur conformité aux caractéristiques de la consultation notamment le respect de l'exigence d'assurer la formation des utilisateurs et de disposer d'un service après vente ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures. En fait, deux contrats ont été signés pour la même prestation : un premier en date du 14 juillet 2011 et un second en date du 18 août 2011 ;</p> <p>Le bordereau de livraison date du 27 septembre alors que le procès verbal de réception qui doit être postérieur est daté du 26 septembre</p>

	<p>soit un jour avant la livraison ;</p> <p>Aucune attestation n'a été faite pour certifier la réalisation effective des activités de formation des utilisateurs ;</p> <p>L'examen de la facture définitive relative à l'acquisition de décortiqueuses et de moulins a permis de constater que les moulins à céréales livrés par la Société NEGODIS attributaire du marché, ont un débit de 300 à 350 Kg qui est inférieur aux caractéristiques spécifiées dans la DRP qui avait fixé ledit débit entre 300 et 500 Kg. Par ailleurs, le délai de garantie du matériel requis dans la DRP n'est consigné dans aucun des documents contractuels au détriment des intérêts de l'ANRAC ;</p> <p>Le justificatif du reversement du précompte de TVA n'est pas classé dans le dossier de marché qui nous a été remis.</p> <p>L'examen du contrat du 18 août 2011 a permis de noter que la formulation de son article 4 portant sur la défaillance n'est pas conforme au CMP puisqu'il y est indiqué qu' « en cas de défaillance du fournisseur, la partie contractante peut s'adresser à d'autres candidats aux risques et périls du fournisseur ». Il faut rappeler qu'en cas de défaillance du titulaire, une mise en demeure doit lui être servie préalablement à la résiliation et qu'à défaut du respect des règles de forme et de fond, les surcoûts de la passation d'un marché de substitution ne pourront pas être imputés au titulaire défaillant.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Les opérations de passation des marchés doivent être effectuées par la Commission des Marchés ;</p> <p>Les offres de tous les soumissionnaires doivent être archivées conformément aux instructions de l'ARMP en la matière et mises à la disposition des auditeurs pour les besoins de la revue annuelle des marchés ;</p> <p>Il convient de se conformer aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à la cohérence de la date d'établissement du PV de réception ;</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 372 du Code Général des Impôts ;</p> <p>Le justificatif du reversement du précompte de TVA doit être classé</p>

	<p>dans les pièces de marché.</p> <p>Il faut veiller à une formulation claire et conforme au CMP des clauses des contrats. Dans le cas particulier de la défaillance d'un titulaire de marché, une mise en demeure doit lui être servie préalablement à la résiliation et qu'à défaut du respect des règles de forme et de fond, les surcoûts de la passation d'un marché de substitution ne pourront pas être imputés au titulaire défaillant.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° F/ANRAC/004 MOBILIER DE BUREAU</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	18 avril 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	22 avril 2011 à 16h 28 avril 2011 à 09h
<b>Délai de préparation des offres</b>	4 jours
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	02 mai 2011
<b>Date d'attribution</b>	29 juin 2011
<b>Fournisseurs consultés</b>	ORCA, EURO-MEUBLES, DON PINO, DECO MEUBLES, CONFORT
<b>Nombre d'offres reçues</b>	01 offre
<b>Attributaire</b>	DECO MEUBLES
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>10 513 800</b>
<b>Non conformités</b>	<p>La liste et les spécifications annexées à la lettre d'invitation à soumissionner ne sont pas classées dans le dossier de marché ;</p> <p>Les offres des soumissionnaires non plus, n'ont pas été annexées à la liasse comptable pour nous permettre de les examiner et d'apprécier leur conformité aux caractéristiques de la consultation ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne figurent pas dans le dossier de passation. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le contrat n'est pas enregistré au niveau de la DGID et ne prévoit pas de clause relative aux pénalités de retard en violation des articles 13.7 et 133 du CMP.</p> <p>Le justificatif de reversement de la TVA n'a pas été versé au dossier.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicté par le manuel de classement et d'archivage de l'ARMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 372 du Code Général des Impôts ;</p> <p>Le justificatif du reversement du précompte de TVA doit être classé dans les pièces de marché.</p> <p>Veiller au respect des articles 13.7 et 133 du CMP sur les pénalités de retard.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 286/PM/ANRAC/DG/DAF/HD/JB du 23/06/2011</b> <b>ENTRETIEN ET REPARATION DU MATERIEL FROID</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Néant
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	05 juillet 2011 à 16h
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	29 juin 2011
<b>Fournisseurs consultés</b>	CONFORIA, CFE INGENIERIE, Ets Alioune SARR, Delta Diffusion, CASSIS FROID
<b>Nombre d'offres reçues</b>	02 offres
<b>Attributaire</b>	<b>ETS ALIOUNE SARR</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>563 745</b>
<b>Non conformités</b>	<p>L'offre du second candidat n'est pas annexée à la liasse comptable pour nous permettre de l'examiner et d'apprécier sa conformité aux caractéristiques de la demande ;</p> <p>L'attestation de service fait n'est pas versée dans le dossier pour nous permettre de vérifier si le service a été effectué ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne figurent pas dans le dossier de passation. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Les offres de tous les soumissionnaires doivent être archivées conformément aux instructions de l'ARMP en la matière et mises à la disposition des auditeurs pour les besoins de la revue annuelle des marchés ;</p> <p>Il convient de se conformer aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicte par le manuel de classement et d'archivage de l'ARMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>DRP N°04/2011 N° 233 DU 16 MAI 2011</b> <b>PUBLI REPORTAGE SUR LES REALISATIONS DE L'ANRAC</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	16 Mai 2011
<b>Date de dépôt des offres</b>	20 Mai 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	22 Juin 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	04 Jours
<b>Date d'attribution</b>	05 Juillet 2011
<b>Fournisseurs consultés</b>	5 prestataires consultés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'aurore du Sud, 201 A Belfort Ziguinchor</li> <li>• Rewmi, 32 VDN Liberté 6 Extension Dakar</li> <li>• Info Sud, Villa 173 Goumel Ziguinchor</li> <li>• Station one, Bourguiba Dakar</li> <li>• REUSSIR, Rebeuss Dakar</li> </ul>
<b>Nombre d'offres reçues</b>	4 Offres reçues : <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Aurore du Sud : 2 500 000 F CFA HTVA</li> <li>• REWMI : 2 700 000 F CFA HTVA</li> <li>• INFO SUD : 2 700 000 F CFA HTVA</li> <li>• REUSSIR : 3 000 000 F CFA HTVA</li> </ul>
<b>Attributaire</b>	L'AUORE DU SUD
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	2 500 000 F CFA HTVA
<b>Non conformités</b>	<p>La lettre d'invitation à soumissionner ne donne aucune indication sur la nature des prestations envisagées (supports de communication, nombre de parutions) ;</p> <p>Le délai entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis (33 jours) est anormalement long en violation de l'article 67-1 du CMP ;</p> <p>Les offres des candidats et le justificatif de reversement de la TVA ne sont pas versés dans le dossier ;</p> <p>Le PV de réception a été émis alors qu'aucun bon à tirer n'a été signé par l'autorité contractante pour attester de la conformité des prestations proposées par l'attributaire avec des prescriptions qui auraient dû être détaillées dans la lettre d'invitation à soumissionner ou dans un cahier</p>

	<p>des charges y annexé. L'imprécision dans la définition des besoins (pas de cahier des charges annexé à la lettre d'invitation) constitue une entorse à l'application des dispositions de l'article 7 du CMP. Le procès verbal de réception indique que « les prestations ont été effectuées et sont conformes aux clauses et conditions de la réglementation en vigueur ». Cette attestation n'a pas de sens dès lors que les prestations en question (élaboration de supports de communication) ne sont pas encadrées par une quelconque réglementation ;</p> <p>Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus ne sont pas jointes au dossier en violation de la circulaire N° 004 du PM Les membres de la commission n'ont pas signé le PV d'attribution.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à apporter plus de précisions à la définition des besoins ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicté par le manuel de classement et d'archivage de l'ARMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N°03/2011 N°282/PM/ANRAC/DG/BMB/JB FOURNITURE ET LIVRAISON A ZIGUINCHOR DE QUATRE VINGT (80) TONNES DE RIZ BRISE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	23 Juin 2011 par lettre n°282/PM/ANRAC/DG/BMB/JB
<b>Date de dépôt des offres</b>	27 Juin 2011
<b>Date d'ouverture des plis et d'attribution</b>	04 Juillet 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	04 Jours
<b>Fournisseurs consultés</b>	<p>05 prestataires consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mamadou Thierno DIALLO, Rue du Capitaine JAVELIER – Ziguinchor</li> <li>• Mamadou Aliou DIALLO, Casa Dounya Belfort – Ziguinchor</li> <li>• Korka DIALLO, Marché Grand-Dakar – Ziguinchor</li> <li>• El Hadj Mamadou Aliou DIALLO, face station TOTAL Boucotte – Ziguinchor</li> </ul> <p>GIE Mohamed et Frères, Marché Tilène - Ziguinchor</p>
<b>Nombre d'offres reçues</b>	<p>Une (01) offre reçue</p> <p>Mamadou Aliou DIALLO : 28 800 000 F CFA TTC</p>
<b>Attributaire</b>	Casa Dounia Mamadou Aliou DIALLO
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	28 800 000
<b>Non conformités</b>	<p>Les accusés de réception des lettres d'invitation à soumissionner, les offres, le procès verbal de réception, l'attestation et le justificatif du reversement du précompte de TVA ne sont pas versés dans le dossier de passation. Un bordereau de livraison du 8 septembre 2011 portant sur Quatre Vingt (80) tonnes de riz sans cachet de l'ANRAC et visé par Mr Mathieu Senghor dont les fonctions ne sont pas précisées figure dans la liasse. Au regard de l'importance de la livraison, la Commission de Réception était plus indiquée pour réceptionner cette acquisition ; il subsiste à notre avis une incertitude sur la matérialité de cette opération ;</p> <p>La lettre d'invitation ne donne aucune indication sur la qualité du riz</p>

	<p>(parfumé ou non parfumé) à fournir ;</p> <p>Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus ne sont pas jointes au dossier en violation de la circulaire N° 004 du PM.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicté par le manuel de classement et d'archivage de l'ARMP ;</p> <p>Convoquer la commission de réception et dresser un PV en bonne et due forme avec toutes les signatures requises ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004 du PM.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 167/PM/ANRAC/DG/DAF/MHN ACHATS DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	18 Avril 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	22 Avril 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	4 jours
<b>Date d'attribution</b>	28 Avril 2011
<b>Attributaire</b>	FERMON LABO
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	14 712 535
<b>Non conformités</b>	<p>Les offres des candidats n'ont pas été mises à notre disposition ;</p> <p>L'examen du procès verbal d'ouverture des plis qui fait également office de procès verbal d'évaluation a permis de noter que les offres des deux autres soumissionnaires ont été déclarées non conformes et rejetées du fait de l'absence d'un article (l'antivirus Kapersky) sur les vingt demandés. Cette omission n'étant pas de nature à altérer la consistance de ces deux offres, ces dernières peuvent être considérées conformes pour l'essentiel et le prix le plus élevé offert pour l'article en question par le candidat dont l'offre est conforme aurait dû être ajouté au prix de ces offres et les prix totaux ainsi évalués seront utilisés aux fins d'évaluation et de comparaison des offres ;</p> <p>Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus ne sont pas jointes au dossier en violation de la circulaire N° 004 du PM ;</p> <p>Le point 4 du contrat relatif à la possibilité offerte à l'autorité contractante de s'adresser à d'autres candidats aux risques et périls du titulaire du marché en cas de défaillance, n'est pas conforme dans la mesure où, en cas de défaillance, le titulaire du marché devra d'abord être mis en demeure. C'est au cas où l'attributaire ne satisfait pas à ses obligations dans le délai qui lui est indiqué dans la mise en demeure que la résiliation peut être prononcée ;</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement. Il a été établi le 22 août 2011 alors que le bon de commande a été fait le 10 mai 2011 ;</p> <p>De nombreuses incohérences ont été notées dans les dates d'établissement des différents documents de passation de ce marché illustrant les maladroites commises dans une tentative de régularisation</p>

	<p>d'une opération passée au regard des éléments disponibles hors procédure concurrentielle. Le Bon de Commande date du 10 mai 2011 (une inscription manuelle au crayon y est rajoutée pour le dater du 24 août 2011), le Procès Verbal de Réception N°05/2011 date du 26 août 2011, la facture et le bordereau de livraison établis par le fournisseur sont datés du 5 mai 2011, portent le cachet du courrier Arrivé le 21 juillet 2011 sous le numéro 0966 ;</p> <p>Dans une tentative de régularisation contraire aux dispositions de l'article 44 du COA, ces deux documents ont été à nouveau datés du 26 août 2011 en oubliant d'enlever le numéro d'enregistrement du courrier qui y avait déjà été apposé le 21 juillet 2011 ; ainsi, une facture du mois d'août est reçue en juillet.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicte par le manuel de classement et d'archivage de l'ARMP ;</p> <p>La conformité pour l'essentiel des offres et leur admission pour examen détaillé doivent être appréciées conformément au CMP pour éviter les rejets abusifs susceptibles de recours ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP ;</p> <p>Se conformer à l'article 44 du COA qui proscriit la régularisation ;</p> <p>Veiller à apporter plus de précisions sur les clauses inscrites au contrat.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 172/PM/ANRAC/DG/DAF/MHN DU 18 AVRIL 2011</b> <b>FOURNITURE DE BUREAU</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	18 avril 2011
<b>Date de dépôt des offres</b>	22 avril 2011 à 16heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	4 jours
<b>Date de signature du contrat</b>	09 mai 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	20 mai 2011
<b>Délai d'exécution</b>	4 jours à compter de la remise du BC
<b>Attributaire</b>	Librairie Papeterie Le Sénégal
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>2 404 274 F CFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Les offres des soumissionnaires n'ont pas été annexées à la liasse comptable pour nous permettre de les examiner et d'apprécier leur conformité aux caractéristiques de la consultation ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne figurent pas dans le dossier de passation. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le contrat n'est pas enregistré au niveau de la DGID et ne prévoit pas de clause relative aux pénalités de retard en violation des articles 13.7 et 133 du CMP ;</p> <p>Le contrat en son article 5 indique que le fournisseur s'engage à mettre à disposition de l'acheteur les produits au plus tard 4 jours à compter de la remise du bon de commande. Cependant, le BC a été émis le 10 mai alors que les produits n'ont été livrés que le 16 mai soit avec deux jours de retard. Aucune pénalité de retard n'a été prélevée car non prévue dans les termes du contrat en violation des articles précités ;</p> <p>Il est juste indiqué à l'article 10 du contrat que l'acheteur peut résilier le contrat s'il y a un « retard de 10 jours calendaires observé dans l'exécution du marché ».</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Demander aux titulaires de marchés de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement avant mise en règlement des factures.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>DRP N° 283/PM/ANRAC/DG/BMB/JB FOURNITURE DE CINQUANTE (50) TONNES DE CIMENT</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	23 juin 2011
<b>Date de dépôt des offres</b>	27 juin 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	4 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	30 juin 2011
<b>Date d'attribution</b>	04 juillet 2011
<b>Délai de livraison</b>	7 jours à compter de la date de remise du Bon de Commande
<b>Date de signature du contrat</b>	25 août 2011
<b>Date d'enregistrement</b>	02 septembre 2011
<b>Fournisseurs consultés</b>	Lamarana Diallo Belfort- Mamadou Lamine Thioune- Sadia Sané- Abdourahamane Diallo- Amadou Kenda Diallo
<b>Nombre d'offres reçues</b>	02 offres : Mamadou Aliou Diallo CASA DOUNIA – Mamadou Lamine Thioune
<b>Attributaire</b>	CASA DOUNIA
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	5 280 500
<b>Non conformités</b>	<p>Les accusés de réception des lettres d'invitation à soumissionner, les offres, le procès verbal de réception, l'attestation et le justificatif du reversement du précompte de TVA ne sont pas versés dans le dossier de passation. Un bordereau de livraison du 8 septembre 2011 portant sur Cinquante (50) tonnes de ciment sans cachet de l'ANRAC et visé par Mr Mathieu Senghor dont les fonctions ne sont pas précisées, figure dans la liasse. Au regard de l'importance de la livraison, la Commission de Réception était plus indiquée pour réceptionner cette acquisition ; il subsiste à notre avis une incertitude sur la matérialité de cette opération ;</p> <p>Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus ne sont pas jointes au dossier en violation de la circulaire N° 004 du PM ;</p> <p>Le contrat ne mentionne pas la clause relative aux pénalités de retard en violation des articles 13.7 et 133 du CMP. Le délai d'exécution également n'a pas été précisé dans ce contrat en violation de l'article</p>

	<p>13.6 du CMP ;</p> <p>La clause relative à l'article 4 du contrat a été mal formulée. La défaillance éventuelle d'un fournisseur doit faire l'objet de mise en demeure, si le prestataire ne réagit pas dans les 15 jours, l'autorité contractante peut prononcer la résiliation du marché avant de pouvoir négocier avec le second moins disant, et non comme précisé à cet article, aux risques et périls du fournisseur ;</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicte par le manuel de classement et d'archivage de l'ARMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP ;</p> <p>Veiller à apporter plus de précisions sur les clauses inscrites au contrat.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 284/PM/ANRAC/DG/BMB/JB ENTRETIEN ET REPARATION DU MATERIEL ROULANT</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	23 Juin 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	30 Juin 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	6 jours
<b>Date d'attribution</b>	4 Juillet 2011
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (5) fournisseurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>- GARAGE FEMME AUTO</li> <li>- IBRA SECK GARAGE</li> <li>- ESPACE AUTOMOBILE GARAGE AUTOMOBILE</li> <li>- SEYDI GARAGE</li> <li>- GARAGE MAMADOU BA</li> </ul>
<b>Nombre d'offres reçues</b>	2 offres: <ul style="list-style-type: none"> <li>- IBRA SECK GARAGE</li> <li>- GARAGE FEMME AUTO</li> </ul>
<b>Attributaire</b>	IBRA SECK GARAGE
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	12 711 864 FCFA HTVA 15 000 000 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen de la lettre d'invitation à soumissionner a permis de noter que le besoin n'est pas clairement défini. La DRP ne donne aucune indication sur la taille et la composition du parc automobile, sur la périodicité et la nature des différentes prestations à obtenir dans le cadre de l'entretien courant, la nature des pièces à remplacer éventuellement dans le cadre des réparations. En somme, la DRP ne donne aucune spécification technique pouvant permettre de faire une cotation des prestations ;</p> <p>Ce faisant, la seule offre annexée n'est pas chiffrée et le soumissionnaire s'est limité à présenter sommairement les trois départements de son garage. Contrairement à ce qui est indiqué dans le procès verbal d'ouverture et d'évaluation des offres, le montant retenu au titre de l'offre du soumissionnaire (15 000 000 F CFA TTC) n'est pas conforme au contenu de son offre. La Commission Interne a discrétionnairement fixé ce montant qui a atteint le seuil de passation des marchés par appel d'offres. Ce marché a été exécuté comme un marché à commandes ; sous ce rapport il faut noter que non seulement</p>

	la DCMP n'a pas été saisie préalablement au lancement de cette procédure de passation d'un marché fractionné (article 26 du CMP), mais à l'exécution certains prix unitaires ont subi des variations alors que dans ce marché à commandes lesdits prix unitaires sont fixes.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à être plus précis dans la définition des spécifications techniques des besoins à satisfaire ;</p> <p>Veiller à choisir le mode de passation approprié au regard des seuils définis dans l'article 53 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 53 du CMP relatif aux seuils de passation des marchés ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 26 du CMP sur la passation des marchés fractionnés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 189/PM/ANRAC/DG/BMB/JB FOURNITURE ET LIVRAISON DE 10 000 TOLES ONDULEES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	29 Avril 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	09 Mai 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	10 jours
<b>Date d'attribution</b>	10 Mai 2011
<b>Nombre d'offres reçues</b>	2 offres: - ETABLISSEMENTS CHERIF KASSIM DIALLO - ETABLISSEMENTS MOCTAR BA
<b>Attributaire</b>	ETABLISSEMENTS CHERIF KASSIM DIALLO
<b>Montant du marché</b>	24 400 000 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Seule l'offre de l'attributaire figure dans le dossier et par conséquent, nous ne pouvons pas vérifier si l'offre rejetée a été conforme ou pas aux spécifications techniques ;</p> <p>Les PV d'ouverture et d'évaluation ont été confondus dans un même document appelé « PV de dépouillement interne » ;</p> <p>Rien dans le dossier n'indique que le soumissionnaire non retenu a été informé du rejet de son offre en conformité avec la circulaire 004 du Premier Ministre ;</p> <p>Les justificatifs de l'enregistrement du contrat ne figurent pas dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 02 avril 2013

**A Monsieur le Directeur Général**  
**de l'Agence Nationale pour la**  
**Relance des Activités en Casamance**  
**(ANRAC)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

**Ibra Guèye**  
**Associé**



**ANNEXE II. PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**